

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves
CORONAVIRUS : LA
PANDÉMIE DÉFERLE
SUR LES ETATS-UNIS

Partie d'Asie en décembre et toujours vigoureuse en Europe, la vague de la pandémie du coronavirus est en passe de submerger les Etats-Unis, incitant le président chinois Xi Jinping à appeler à l'union de la Chine et des Etats-Unis contre le fléau qui a déjà tué plus de 23000 personnes dans le monde. Malgré leur rivalité, la Chine et les Etats-Unis "doivent s'unir contre l'épidémie" de Covid-19, a souligné le président Xi lors d'une conversation téléphonique avec le président américain Donald Trump.

LA SUÈDE SE RÉSIGNE
À INTERDIRE LES
RASSEMBLEMENTS DE
50 PERSONNES

La Suède, qui a opté pour une méthode plus douce que la plupart des autres pays européens en vue d'endiguer la propagation de la pandémie de Covid-19 et a maintenu son économie en ordre de marche, a interdit vendredi les rassemblements de plus de 50 personnes, après avoir interdit ceux de plus de 500. "Une session extraordinaire du conseil des ministres a décidé aujourd'hui de limiter les rassemblements à 50 personnes.

GB : BORIS JOHNSON
POSITIF AU CO-
VID-19 ET CONFINÉ À
DOWNING STREET

Le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé hier avoir été testé positif au nouveau coronavirus, assurant continuer à diriger la réponse de son pays à la pandémie qui menace de submerger les hôpitaux du Royaume-Uni. Le ministre de la Santé Matt Hancock a déclaré dans la foulée avoir été lui aussi testé positif, affirmant présenter des "symptômes légers". Après le prince Charles, également atteint mais en bonne santé selon ses services, les cas se multiplient dans le pays, touché au plus haut niveau de l'Etat.

Mali : une élection dans l'ombre
des violences et du covid-19Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Persistance des violences, premiers cas de coronavirus et enlèvement du chef de l'opposition... les conditions ne pouvaient guère être plus défavorables. Mais sauf rebondissement de dernière minute, les Maliens sont appelés à élire leurs députés dimanche lors de législatives à fort enjeu.

Les Maliens doivent renouveler les 147 sièges du Parlement en deux tours, dimanche et le 19 avril. Le mandat de cette assemblée issue des élections de 2013, qui avaient octroyé une majorité substantielle au président nouvellement élu, Ibrahim Boubacar Keïta, était censé s'achever fin 2018. La crise a contraint à le prolonger jusqu'à début mai 2020.

Les élections ont été repoussées à différentes reprises, d'abord à cause d'une grève des magistrats, ensuite en raison de la dégradation de la sécurité et des querelles politiques.

Les attaques jihadistes, les brutalités intercommunautaires, le brigandage et les trafics continuent. La semaine avant le premier tour, le leader de l'opposition, Soumaïla Cissé, a été enlevé par des inconnus armés alors qu'il faisait campagne, un enlèvement sans précédent pour une personnalité nationale. Son convoi a été attaqué et son garde du corps tué.

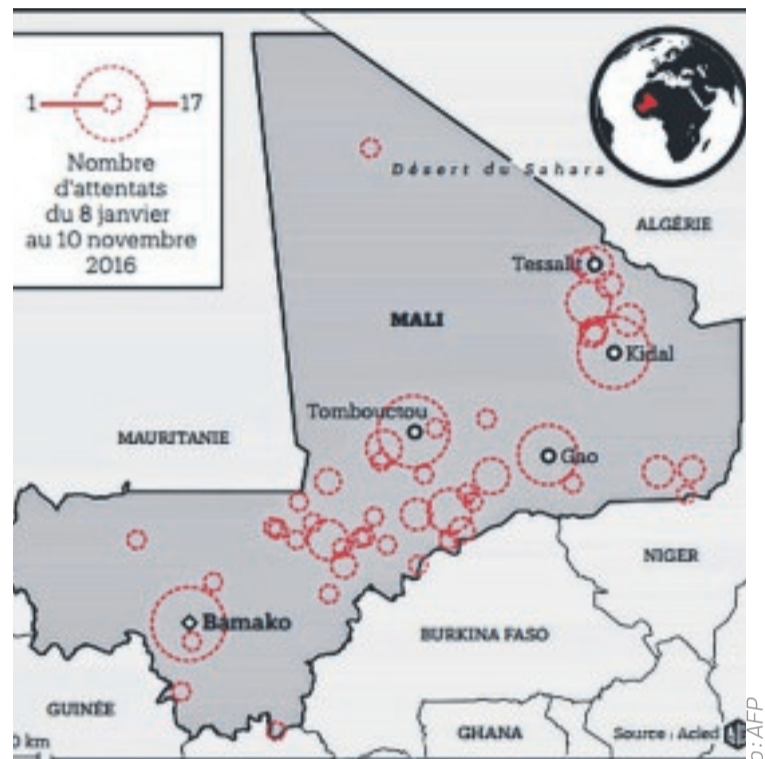
Le même jour, le Mali, un des rares pays d'Afrique encore épargnés, déclarait ses premiers cas de contamination par le coronavirus. Pourtant, "ces élections se tiendront le 29 mars, c'est-à-dire ce dimanche, et ce dans le respect scrupuleux des mesures barrières", a déclaré le soir même le président Keïta, coupant court aux spéculations circulant toute la journée. La campagne n'a pas suscité beaucoup d'engouement. Elle a été encore plus ralentie par les mesures sanitaires et l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes. Des affiches ont été placardées dans les rues de Bamako. Mais pas de grand meeting ni de ferveur populaire.

Pourtant, les enjeux sont impor-

tants. Pour les experts, il s'agit de faire enfin progresser l'application de l'accord de paix d'Alger. L'accord a été signé en 2015 entre les autorités et les groupes armés indépendantistes, notamment touareg, qui avaient pris les armes en 2012.

Il prévoit plus de décentralisation via une réforme constitutionnelle. Certains opposants estiment que la réforme ne peut être adoptée par l'Assemblée actuelle car celle-ci est jugée par beaucoup "légitime mais plus légitime", dit Bréma Ely Dicko, sociologue à l'université de Bamako.

L'un des enjeux du scrutin est tout simplement qu'il puisse se tenir partout. Une large partie du territoire est en proie à des violences quasiment quotidiennes et échappe à l'autorité que l'Etat cherche à rétablir.



Un élection sous le spectre des violences jihadistes

Le centre et les enjeux
financiers

La situation du centre coïncide avec l'approche économique

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Dans le centre du pays, nouvel épicrocent de violences qui se sont également étendues au Burkina Faso et au Niger voisins, la tenue du scrutin partout "va forcément être remise en cause", avance un député sous le couvert de l'anonymat. "Comme pour la présidentielle, certains bureaux n'ouvriront

certainement pas", ajoute-il. "L'argument avancé l'an passé pour justifier le report était que la situation sécuritaire ne permettait pas la tenue du scrutin. Or aujourd'hui, la situation est pire", note le sociologue M. Dicko. Pour M. Maïga, tenir ces élections s'inscrit en "décalage frappant" avec l'actualité sécuritaire et sanitaire. L'une des raisons du maintien réside peut-être dans le fait qu'il y a "beaucoup d'enjeux

financiers", dit-il: près de la moitié de l'argent investi par les candidats dans la campagne l'a été durant les premières semaines, et une annulation entraînerait beaucoup de pertes sans résultat.

Dans un rapport publié fin 2019, l'Institut néerlandais pour la démocratie multipartite (NIMD) et le think-tank malien Odyssée soulignent que "depuis 1992, les campagnes électorales sont de plus en plus coûteuses", qu'elles sont payées dans une très large proportion sur les fonds privés des candidats et que le financement en devient donc "l'un des enjeux majeurs".

"On peut comprendre (la) réaction" des chefs de parti qui ont plaidé pour le maintien de la consultation quand ils ont rencontré les autorités mercredi après l'annonce des premiers cas de coronavirus et avant la décision du président d'effectivement tenir le calendrier prévu, selon M. Maïga.